



COMPTE RENDU
VENDREDI 3 JUILLET 2020
A 18 H 30

En Salle des Mariages de l'Hôtel de ville

Date de transmission : 29 juin 2020

I - INSTALLATION DU CONSEIL MUNICIPAL

II - DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

III - NOTICES - PROJETS DE DÉLIBÉRATIONS

1. ÉLECTION DU MAIRE
2. DÉTERMINATION DU NOMBRE DE POSTES D'ADJOINT AU MAIRE, MODALITÉS D'ÉLECTION ET CRÉATION DES CONSEILS DE QUARTIERS
3. ÉLECTION DES ADJOINTS AU MAIRE
4. CHARTRE DE L'ELU LOCAL
5. APPROBATION DU TABLEAU DU CONSEIL MUNICIPAL
6. ELECTION DES CONSEILLERS TERRITORIAUX
7. DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DE LA VILLE AU SEIN DE LA SEM NOISY-LE-SEC HABITAT
8. DÉLÉGATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE DANS LE CADRE DE L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES
9. DÉLÉGATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE EN MATIÈRE DE DETTE ET TRÉSORERIE DANS LE CADRE DE L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

L'an deux mil vingt, le vendredi 3 juillet à 18h30, le conseil municipal régulièrement convoqué le lundi 29 juin 2020, s'est réuni en Salle des Mariages, en Mairie, pour le Conseil municipal d'installation.

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES ASSEMBLEES

INSTALLATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Rapporteur : Monsieur Laurent RIVOIRE

Conformément à l'article L.2121-3 du Code général des collectivités territoriales, l'élection du Conseil municipal a eu lieu selon les modalités prévues aux articles L.1 à L.118-3 et aux articles L.225 à L.270 et L.273 du Code électoral.

L'élection municipale s'est tenue les 15 mars et 28 juin 2020 à Noisy-le-Sec.

Lors du second tour, le 28 juin, les résultats de ce scrutin ont été les suivants :

Nombre d'inscrits : 19 502

Votants : 8 596

Suffrages exprimés : 8 390

Suffrages blancs : 115

Suffrages nuls : 91

Ont obtenu :

La liste « "Votez Noisy" - Votre liste de progrès social, écologique et solidaire » conduite par Monsieur Olivier SARRABEYROUSE : 4 503 voix, soit 53,67 % des suffrages exprimés.

La liste « 100% Noisy » conduite par Monsieur Laurent RIVOIRE : 3 285 voix, soit 39,15 % des suffrages exprimés.

La liste « Agir pour Noisy » conduite par Monsieur Jean-Paul LEFEBVRE : 602 voix, soit 7,18% des suffrages exprimés.

Conformément à l'article L.262 alinéa 2 du Code électoral, « (...) il est attribué à la liste qui a obtenu le plus de voix un nombre de sièges égal à la moitié du nombre des sièges à pourvoir, arrondi, le cas échéant, à l'entier supérieur lorsqu'il y a plus de quatre sièges à pourvoir et à l'entier inférieur lorsqu'il y a moins de quatre sièges à pourvoir. (...) Cette attribution opérée, les autres sièges sont répartis entre toutes les listes à la représentation proportionnelle suivant la règle de la plus forte moyenne (...). »

Conformément aux articles L.225 du Code électoral et L.2121-2 du Code général des collectivités territoriales, le nombre de membres du conseil municipal pour les communes de 40 000 à 49 999 habitants, strate dans laquelle se situe la commune de Noisy-le-Sec depuis le 1er janvier 2014, est fixé à 43.

34 sièges sont attribués à la liste « "Votez Noisy" - Votre liste de progrès social, écologique et solidaire » ayant obtenu la majorité absolue.

Les 9 sièges à pourvoir restant sont attribués au scrutin proportionnel à la plus forte moyenne, à ce titre la répartition des sièges a été établie de la manière suivante :

- La liste « 100% Noisy » est créditée de 8 sièges.
- La liste « Agir pour Noisy » est créditée de 1 siège.

Conformément à l'article L.262 alinéa 4 du Code électoral, les sièges sont attribués aux candidats dans l'ordre de présentation sur chaque liste.

Les membres du Conseil municipal sont :

- 1 – Olivier SARRABEYROUSE
- 2 – Anne DEO
- 3 – Timothée GAUTHIEROT
- 4 – Corinne BORD
- 5 – Florent LACAILLE-ALBIGES
- 6 – Pascale LABBE
- 7 – Bruno MARTINEZ
- 8 – Wiam BERHOUMA
- 9 – Philippe BOUAZIZ
- 10 – Naïma MOKRI

11 – Médy LABIDI
12 – Samia SEHOUEANE
13 – Samy BESSAOU
14 – Julie GRÜNEBAUM
15 – Patrick LASCOUX
16 – Samia FETTAL
17 – Gilles THOMAS
18 – Sandrine LOUET
19 – Dominique BUSSON
20 – Fatoumata CAMARA
21 – El Hadj Mahmoud BA
22 – Hakima LOUNIS
23 – Baptiste GERBIER
24 – Monique GASCOIN
25 – Zakaria BENHAMRA
26 – Françoise CELATI
27 – Jean-Luc LE COROLLER
28 – Valérie GOBERTIERE
29 – François RONGET
30 – Anne RAYNAL
31 – Albert PRISSETTE
32 – Charlotte LE PROVOST
33 – Lahoucin EL BATAH
34 – Séréna YAHMI
35 – Laurent RIVOIRE
36 – Souad TERKI
37 – Karim HAMRANI
38 – Laurence CORDEAU
39 – Dref MENDACI
40 – Jennifer JOBARD
41 – Thomas FRANCESCHINI
42 – Stéphanie SANNIER
43 – Jean-Paul LEFEBVRE

Monsieur Laurent RIVOIRE, déclare les conseillers municipaux installés dans leur fonction.

Monsieur Laurent RIVOIRE remet la Présidence de la Séance à M. Albert PRISSETTE, Doyen de l'Assemblée, lequel procède à l'appel nominal des conseillers.

Assistaient à la séance : Mmes, Mlles et MM, Olivier SARRABEYROUSE, Anne DEO, Thimothée GAUTHIEROT, Corinne BORD, Florent LACAILLE-ALBIGES, Pascale LABBE, Bruno MARTINEZ, Wiam BERHOUMA, Philippe BOUAZIZ, Naïma MOKRI, Médy LABIDI, Samia SEHOUEANE, Samy BESSAOU, Julie GRÜNEBAUM, Patrick LASCOUX, Samia FETTAL, Gilles THOMAS, Sandrine LOUET, Dominique BUSSON, Fatoumata CAMARA, El Hadj Mahmoud BA, Hakima LOUNIS, Baptiste GERBIER, Monique GASCOIN, Zakaria BENHAMRA, Françoise CELATI, Jean-Luc LE COROLLER, Valérie GOBERTIERE, François RONGET, Anne RAYNAL, Albert PRISSETTE, Charlotte LE PROVOST, Lahoucin EL BATAH, YAHMI Séréna, Laurent RIVOIRE, Souad TERKI, Karim HAMRANI, Laurence CORDEAU, Dref MENDACI, Jennifer JOBARD, Thomas FRANCESCHINI, Stéphanie SANNIER, Jean-Paul LEFEBVRE.

Absents ayant donné mandat : Madame Cordeau donne pouvoir à Laurent RIVOIRE

Le secrétaire de séance est Philippe Bouaziz

Etant précisé que les délibérations initiales 2 et 4 ont été fusionnées. Il s'agit de la délibération n°2 et les délibérations 3 et 5 ont été fusionnées, s'agissant désormais de la délibération n°3. La numérotation Des autres délibérations est par conséquent modifiée.

NOTICES – PROJETS DE DÉLIBÉRATIONS

1 - DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES ASSEMBLÉES

ÉLECTION DU MAIRE

Rapporteur : M. Albert PRISSETTE

Conformément aux articles L.2122-4 et suivants du Code général des collectivités territoriales, le Conseil municipal élit le Maire parmi ses membres au scrutin secret et à la majorité absolue. Si après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative.

Le Président recueille les candidatures et fait procéder aux opérations de vote à l'issue duquel le procès-verbal de l'élection sera dressé.

Les Conseillers municipaux sont invités à déposer leur bulletin de vote, écrit sur papier blanc et fermé, dans l'urne qui leur est présentée.

A la proclamation du résultat, la Présidence de la séance revient au Maire qui entre immédiatement en fonction.

DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2122-4, LO.2122-4-1, L.2122-7 et L.2122-10,

Considérant la constitution du bureau de l'élection composé de Monsieur Gauthierot Thimothée Hyacinte et de Monsieur Labidi Médy en qualité d'assesseurs,

Considérant la candidature d'Olivier Sarrabeyrouse qui a eu lieu en séance,

Considérant le scrutin à bulletin secret qui a eu lieu et le résultat suivant :

Nombre de bulletins : quarante-trois (43)

Suffrages blancs ou nuls : huit (8)

Suffrages exprimés : trente-cinq (35)

Laurent Rivoire a obtenu : 1 voix

Olivier Sarrabeyrouse a obtenu : 34 voix

PROCLAME

Article 1er :

Monsieur Olivier Sarrabeyrouse est élu Maire de Noisy-le-Sec.

Article final :

Conformément aux articles L.248 et R.119 du Code électoral, la présente élection peut faire l'objet d'un recours au plus tard à dix-huit heures le cinquième jour qui suit l'élection à la Sous-préfecture ou à la Préfecture ou directement auprès du Tribunal administratif de Montreuil domicilié 7 rue Catherine Puig à Montreuil, dans le même délai. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr.

Le Maire élu prend la Présidence de l'assemblée communale.

2 - DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES ASSEMBLÉES

DÉTERMINATION DU NOMBRE DE POSTES D'ADJOINTS AU MAIRE, MODALITÉS D'ÉLECTION ET CRÉATION DES CONSEILS DE QUARTIERS

Rapporteur : Le Maire

Conformément à l'article L.2122-2 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil municipal détermine le nombre des adjoints au Maire sans que ce nombre puisse excéder 30% de l'effectif légal du Conseil municipal, soit 12 pour la ville de Noisy-le-Sec.

Il est demandé au Conseil municipal de fixer le nombre de postes d'adjoints au Maire à 12 et d'approuver le dépôt immédiat des listes en vue de l'élection des adjoints au Maire.

Également, aux termes de l'article L.2143-1 du Code général des collectivités territoriales :

« Dans les Communes de 80 000 habitants et plus, le Conseil municipal fixe le périmètre de chacun des quartiers constituant la Commune.

Chacun d'eux est doté d'un conseil de quartier dont le Conseil municipal fixe la dénomination, la composition et les modalités de fonctionnement.

Les conseils de quartier peuvent être consultés par le Maire et peuvent lui faire des propositions sur toute question concernant le quartier ou la ville.

Le Maire peut les associer à l'élaboration, à la mise en œuvre et à l'évaluation des actions intéressant le quartier, en particulier celles menées au titre de la politique de la ville.

Le Conseil municipal peut affecter aux conseils de quartier un local et leur allouer chaque année des crédits pour leur fonctionnement.

Les Communes dont la population est comprise entre 20 000 et 79 999 habitants peuvent appliquer les présentes dispositions. Dans ce cas, les articles L. 2122-2-1 et L. 2122-18-1 s'appliquent ».

La Commune, soucieuse d'associer les Noiséens à la préparation des projets et à la réflexion sur les décisions locales qui les concernent directement, a décidé de procéder à la création de 4 groupements de quartiers regroupant 9 conseils de quartiers tels que créés par délibération n°2008/04-014 du 10 avril 2008.

Pour rappel, les conseils de quartiers, lieux d'écoute et d'échange, ont pour vocation de formuler des avis et des suggestions sur des thèmes divers touchant la vie quotidienne (cadre de vie, circulation, stationnement, sécurité, animation de la cité), de favoriser les liens sociaux et d'encourager l'échange d'information entre la population et l'administration municipale.

A ce titre, leurs missions sont les suivantes :

- d'assurer les conditions de débat et du dialogue entre les habitants et les élus municipaux, en apportant les réponses aux questions, remarques, critiques soulevées par les habitants du quartier ;
- d'assurer l'information des habitants, au plus près de leurs lieux de vie, concernant les différents projets municipaux ;
- d'organiser la participation des habitants à la réflexion et à l'élaboration des projets municipaux en cours ou à venir dans le quartier comme dans l'ensemble de la ville ;
- de favoriser la concertation et de mettre en œuvre les réponses adéquates en impliquant les différents acteurs du quartier.

Le conseil de quartier participe à la construction de la décision qui demeure, in fine, de la responsabilité des élus.

Il est proposé de créer les 4 groupements de quartiers suivants dont le périmètre est fixé sur le plan ci-joint :

1. Petit Noisy, Merlan
2. Centre-ville mairie, Centre-ville gare, Langevin
3. Londeau, Boissière-Renardière
4. Haut Goulet, Léo Lagrange

Il est proposé au Conseil municipal d'approuver la création de 4 groupements de quartiers regroupant 9 conseils de quartiers et de fixer le nombre d'adjoints de quartier à 4.

PROJET DE DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2122-2,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2143-1 et L.2122-2-1,

Considérant que le Conseil municipal détermine le nombre des adjoints au Maire sans que ce nombre puisse excéder 30 % de l'effectif légal du Conseil municipal, soit 12 adjoints

Considérant également la volonté municipale de renforcer le dialogue de proximité avec les habitants,

Considérant que l'adjoint de quartier est l'animateur du dialogue social sur le quartier et fait l'interface entre le quartier et la collectivité,

Considérant la création de 4 groupements de quartiers regroupant 9 conseils de quartiers et de fixer le nombre d'adjoints de quartier à 4

Considérant l'appel au dépôt de liste prononcé par le Maire,

DÉLIBÈRE

Article 1^{er} :

Fixe à 12 le nombre d'adjoints au Maire.

Article 2 :

Approuve la création de 4 groupements de quartiers, fixe leur périmètre au sens de l'article L.2143-1 du Code général des collectivités territoriales conformément au plan figurant en annexe, et dote chaque quartier de conseils de quartier.

Article 3:

Fixe à 4 le nombre d'adjoints de quartiers.

Article 4:

Autorise le dépôt immédiat des listes pour l'élection d'adjoints au Maire visée à l'article L.2122-7-2 du Code général des collectivités territoriales et indique que le dépôt des listes sera clos une minute après l'adoption de la présente délibération.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

LA DELIBERATION EST VOTEE A L'UNANIMITE

3 - DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES ASSEMBLÉES

ÉLECTION DES ADJOINTS AU MAIRE ET DES ADJOINTS DE QUARTIERS

Rapporteur : Le Maire

Conformément aux articles L.2122-4 et L.2122-7-2 du Code général des collectivités territoriales, dans les communes de 1 000 habitants et plus, les adjoints sont élus, parmi les membres du Conseil municipal, au scrutin de liste à la majorité absolue, sans panachage, ni vote préférentiel. Sur chacune des listes, l'écart entre le nombre des candidats de chaque sexe ne peut être supérieur à un.

L'ordre de présentation de la liste des candidats aux fonctions d'adjoint peut être différent de l'ordre de présentation des candidats à l'élection municipale.

Les listes de candidats aux fonctions d'adjoint doivent comporter au plus autant de conseillers municipaux que d'adjoints à désigner. Aucune disposition n'interdit donc la présentation de listes incomplètes.

Le vote a lieu au scrutin secret.

Si, après deux tours de scrutin, aucune liste n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, l'élection est acquise au bénéfice des candidats de la liste ayant la moyenne d'âge la plus élevée.

Les candidats de la liste qui remporte l'élection sont proclamés élus.

Il est demandé au Conseil municipal de procéder à l'élection des adjoints au Maire et des adjoints de quartiers conformément à la législation en vigueur.

A l'issue du scrutin, le procès-verbal de l'élection sera dressé.

PROJET DE DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu l'article L.2122-2 du Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n°2020/07-02 fixant à 12 le nombre d'adjoints au Maire et les 4 adjoints de quartiers, et précisant les modalités de dépôt des listes pour l'élection d'adjoints au Maire,

Considérant l'appel au dépôt des listes et la clôture de ce dépôt prononcés par le Maire conformément à la délibération n°2020/07-02,

Considérant le dépôt d'une liste portée par Olivier Sarrabeyrouse et l'élection à bulletin secret qui a eu lieu en cours de séance,

Considérant que la liste déposée par la majorité municipale a recueilli 34 voix, majorité absolue, et que 9 bulletins nuls ont été recueillis dans l'urne,

Considérant le procès-verbal de l'élection,

PROCLAME

Article 1er :

Sont élus adjoints au Maire dans l'ordre suivant :

- 1 – Déo Anne
- 2 – Lecroller Jean-Luc
- 3 – Bord Corinne
- 4 – Lacaille-Albiges Florent
- 5 – Grunebaum Julie
- 6 – Bessaou Samy
- 7 – Labbé Pascale
- 8 – Gerbier Baptiste
- 9 – Sehouane Samia

- 10 – Benhamra Zakaria
- 11 – Berhouma Wiam
- 12 – Bouaziz Philippe (adjoint de quartier)
- 13 – Fettal Samia
- 14 – Busson Dominique (adjoint de quartier)
- 15 – Camara Fatoumata (adjoint de quartier)
- 16 – Labidi Medy (adjoint de quartier)

Article final :

Conformément aux articles L.248 et R.119 du Code électoral, la présente élection peut faire l'objet d'un recours au plus tard à dix-huit heures le cinquième jour qui suit l'élection à la Sous-préfecture ou à la Préfecture ou directement auprès du Tribunal administratif de Montreuil domicilié 7 rue Catherine Puig à Montreuil, dans le même délai. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr

Le Maire, le doyen de l'assemblée, le secrétaire de séance et les assesseurs signent le procès-verbal des élections.

A l'issue du scrutin, le procès-verbal est dressé.

4 - DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES ASSEMBLEES

CHARTRE DE L'ÉLU LOCAL

La loi n° 2015-366 du 31 mars 2015 a prévu que, lors de la première réunion du Conseil municipal, immédiatement après l'élection du Maire et des adjoints, le nouveau Maire doit donner lecture de la charte de l'élu local, prévue à l'article L.1111-1-1 du Code général des collectivités territoriales.

Cette charte, qui a valeur législative, contient sept règles de bon comportement et de déontologie que tous les conseillers municipaux et communautaires doivent respecter.

Charte de l'élu local

- 1. L'élu local exerce ses fonctions avec impartialité, diligence, dignité, probité et intégrité.*
- 2. Dans l'exercice de son mandat, l'élu local poursuit le seul intérêt général, à l'exclusion de tout intérêt qui lui soit personnel, directement ou indirectement, ou de tout autre intérêt particulier.*
- 3. L'élu local veille à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts. Lorsque ses intérêts personnels sont en cause dans les affaires soumises à l'organe délibérant dont il est membre, l'élu local s'engage à les faire connaître avant le débat et le vote.*
- 4. L'élu local s'engage à ne pas utiliser les ressources et les moyens mis à sa disposition pour l'exercice de son mandat ou de ses fonctions à d'autres fins.*
- 5. Dans l'exercice de ses fonctions, l'élu local s'abstient de prendre des mesures lui accordant un avantage personnel ou professionnel futur après la cessation de son mandat et de ses fonctions.*
- 6. L'élu local participe avec assiduité aux réunions de l'organe délibérant et des instances au sein desquelles il a été désigné.*
- 7. Issu du suffrage universel, l'élu local est et reste responsable de ses actes pour la durée de son mandat devant l'ensemble des citoyens de la collectivité territoriale, à qui il rend compte des actes et décisions pris dans le cadre de ses fonctions.*

Il est remis aux conseillers municipaux une copie de cette charte et du chapitre du CGCT consacré aux « Conditions d'exercice des mandats locaux » (articles L2123-1 à L2123-35 et R2123-1 à D2123-28).

DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.1111-1-1,

Considérant la lecture de la charte de l'élu local faite par Monsieur le Maire,

DÉLIBÈRE

Article 1 :

Prend acte de la charte de l'élu local.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

PREND ACTE

5 - DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES ASSEMBLEES

APPROBATION DU TABLEAU DU CONSEIL MUNICIPAL

Rapporteur : Le Maire

Conformément aux articles L.2121-1 et R.2121-2 du Code général des collectivités territoriales, après le Maire, prennent rang dans l'ordre du tableau, les adjoints puis les conseillers municipaux.

Conformément aux articles L.2121-1 et R.2121-3 du même du Code, en ce qui concerne les adjoints, l'ordre du tableau est déterminé sous réserve des dispositions du dernier alinéa de l'article L.2122-10, selon l'ordre de leur élection, et, entre adjoints élus sur la même liste, selon l'ordre de présentation sur la liste.

Conformément aux articles L.2121-1 et R.2121-4 du même du Code, en ce qui concerne les conseillers municipaux, l'ordre du tableau est déterminé :

- 1° Par ancienneté de leur élection depuis le dernier renouvellement intégral du conseil municipal ;
- 2° Entre conseillers élus le même jour, par le plus grand nombre de suffrages obtenus ;
- 3° Et, à égalité de voix, par priorité d'âge.

Un double du tableau reste déposé dans les bureaux de la Mairie, de la Sous-préfecture et de la Préfecture où chacun peut en prendre communication ou copie.

Il est demandé au Conseil municipal de prendre acte du tableau du conseil dressé dès après la proclamation des résultats.

DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu l'article R. 2121-2 du Code général des collectivités territoriales,

Considérant qu'après le Maire, prennent rang, dans l'ordre du tableau, les adjoints puis les conseillers municipaux,

Considérant la tenue des élections ce jour,

Considérant la lecture du tableau du Conseil municipal faite par le Maire,

DELIBÈRE

Article 1 :

Prend acte du tableau du conseil municipal figurant à l'article 2.

Article 2 :

Le tableau du Conseil municipal est arrêté tel qu'il suit :

| Fonction ¹ | Qualité (M. ou Mme) | NOM ET PRÉNOM | Date de naissance | Date de la plus récente élection à la fonction | Suffrages obtenus par la liste |
|-----------------------|------------------------|--------------------------|-------------------|--|--------------------------------|
| Maire | M. | SARRABEYROUSE OLIVIER | 15/10/1963 | 03/07/2020 | 4503 |
| Premier adjoint | Mme | DEO Anne | 06/08/1958 | 03/07/2020 | 4503 |
| Deuxième Adjoint- | M. | LE COROLLER Jean-Luc | 31/07/1958 | 03/07/2020 | 4503 |
| Troisième Adjoint | Mme | BORD Corinne | 17/05/1970 | 03/07/2020 | 4503 |
| Quatrième Adjoint | M. | LACAILLE-ALBIGES Florent | 11/11/1991 | 03/07/2020 | 4503 |
| Cinquième Adjoint | Mme | GRUNEBaum Julie | 19/02/1968 | 03/07/2020 | 4503 |
| Sixième Adjoint | M. | BESSAOU Sammy | 02/12/1191 | 03/07/2020 | 4503 |
| Septième Adjoint | Mme | LABBE Pascale | 06/09/1968 | 03/07/2020 | 4503 |
| Huitième Adjoint | M. | GERBIER Baptiste | 01/04/1981 | 03/07/2020 | 4503 |
| Neuvième Adjoint | Mme | SEHOUANE Samia | 03/07/1958 | 03/07/2020 | 4503 |
| Dixième Adjoint | M. | BENHAMRA Zackaria | 12/05/1977 | 03/07/2020 | 4503 |
| Onzième Adjoint | Mme | BEROUHMA Wiam | 30/09/1989 | 03/07/2020 | 4503 |
| Adjoint de Quartier | M. | BOUAZIZ Philippe | 11/08/1963 | 03/07/2020 | 4503 |
| Douzième Adjoint | Mme | FETTAL Samia | 26/04/1973 | 03/07/2020 | 4503 |
| Adjoint de Quartier | M. | BUSSON Dominique | 21/03/1970 | 03/07/2020 | 4503 |
| Adjoint de Quartier | Mme | CAMARA Fatoumata | 07/09/1979 | 03/07/2020 | 4503 |
| Adjoint de Quartier | M. | LABIDI Médy | 26/06/1992 | 03/07/2020 | 4503 |
| Conseiller Municipal | M. | PRISETTE Albert | 22/03/1950 | 28/06/2020 | 4503 |
| Conseiller Municipal | Mme | GASCOIN Monique | 05/12/1951 | 28/06/2020 | 4503 |
| Conseiller Municipal | Mme | RAYNAL Anne | 30/07/1954 | 28/06/2020 | 4503 |
| Conseiller Municipal | Mme | CELATI Françoise | 14/12/1958 | 28/06/2020 | 4503 |
| Conseiller Municipal | M. | LASCOUX Patrick | 13/04/1962 | 28/06/2020 | 4503 |
| Conseiller Municipal | M. | BA El Hadj Mahmoud | 31/12/1965 | 28/06/2020 | 4503 |
| Conseiller Municipal | M. | THOMAS Gilles | 15/06/1966 | 28/06/2020 | 4503 |
| Conseiller Municipal | Mme | LOUNIS Hakima | 16/06/1971 | 28/06/2020 | 4503 |
| Conseiller Municipal | Mme | MOKRI Naïma | 27/10/1971 | 28/06/2020 | 4503 |
| Conseiller Municipal | M. | RONGET François | 02/06/1972 | 28/06/2020 | 4503 |

¹ Préciser : maire, adjoint (indiquer le numéro d'ordre de l'adjoint) ou conseiller.

| | | | | | |
|-------------------------------|-------------------------------|----------------------|--------------------------|---|------|
| Conseiller Municipal | M. | MARTINEZ Bruno | 14/06/1972 | 28/06/2020 | 4503 |
| Fonction⁽¹⁾ | Qualité (M. ou Mme) | NOM ET PRÉNOM | Date de naissance | Date de la plus récente élection à la fonction | 4503 |
| Conseiller Municipal | Mme | LOUET Sandrine | 03/07/1974 | 28/06/2020 | 4503 |
| Conseiller Municipal | M. | EL BATAH Lahoucine | 31/07/1975 | 28/06/2020 | 4503 |
| Conseiller Municipal | Mme | GOBERTIERE Valérie | 02/10/1980 | 28/06/2020 | 4503 |
| Conseiller Municipal | Mme | LE PROVOST Charlotte | 05/07/1982 | 28/06/2020 | 4503 |
| Conseiller Municipal | Mme | YAHMI Seréna | 17/10/1988 | 28/06/2020 | 4503 |
| Conseiller Municipal | M. | GAUTHIERO Thimotée | 17/04/1996 | 28/06/2020 | 4503 |
| Conseiller Municipal | Mme | CORDEAU Laurence | 01/12/1958 | 28/06/2020 | 3285 |
| Conseiller Municipal | M. | MENDACI Dref | 25/04/1961 | 28/06/2020 | 3285 |
| Conseiller Municipal | M. | RIVOIRE Laurent | 17/07/1963 | 28/06/2020 | 3285 |
| Conseiller Municipal | Mme | SANNIER Stéphanie | 13/06/1965 | 28/06/2020 | 3285 |
| Conseiller Municipal | M. | HAMRANI Karim | 28/10/1967 | 28/06/2020 | 3285 |
| Conseiller Municipal | Mme | TERKI Souad | 02/04/1983 | 28/06/2020 | 3285 |
| Conseiller Municipal | Mme | JOBARD Jennifer | 15/01/1986 | 28/06/2020 | 3285 |
| Conseiller Municipal | M. | FRANCESCHINI Thomas | 17/04/1988 | 28/06/2020 | 3285 |
| Conseiller Municipal | M. | LEFEBVRE Jean-Paul | 30/11/1956 | 28/06/2020 | 602 |

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr

6 - DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES ASSEMBLÉES

ÉLECTION DES CONSEILLERS TERRITORIAUX

Rapporteur : Le Maire

Les lois MAPTAM ou NOTRe ne prévoit pas de disposition spécifique quant au renouvellement général des établissements publics territoriaux, le droit commun s'applique pour la désignation des conseillers de territoire.

L'article L.5219-9-1 du Code général des collectivités territoriales prévoit que « *chaque conseil de territoire est composé d'un nombre de conseillers déterminé en application des III et IV de l'article L.5211-6-1. Dans chaque commune, le ou les conseillers métropolitains de la commune sont désignés conseillers de territoire et les sièges supplémentaires sont pourvus conformément au b du 1° de l'article L.5211-6-2* ».

Les dispositions du III et du IV de l'article L.5211-6-1 du Code général des collectivités territoriales organisent la répartition des sièges au sein des établissements publics territoriaux. Il prévoit que :
« *III. – Chaque organe délibérant est composé de conseillers communautaires dont le nombre est établi à partir du tableau ci-dessous (...) Ce nombre peut être modifié dans les conditions prévues aux 2°, 4° ou 5° du IV.*

IV. – La répartition des sièges est établie selon les modalités suivantes :

1° Les sièges à pourvoir prévus au tableau du III sont répartis entre les communes à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne, sur la base de leur population municipale authentifiée par le plus récent décret publié en application de l'article 156 de la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité ;(...)

4° Si, par application des modalités prévues aux 1° à 3° du présent IV, le nombre de sièges attribués à une commune est supérieur à celui de ses conseillers municipaux, le nombre total de sièges au sein de l'organe délibérant est réduit à due concurrence du nombre de sièges nécessaire pour que, à l'issue d'une nouvelle application des 1° à 3° du présent IV, cette commune dispose d'un nombre total de sièges inférieur ou égal à celui de ses conseillers municipaux ».

En application du b) du 1° de l'article L.5211-6-2 du CGCT, la répartition des sièges de conseillers de territoire en sus des sièges de conseillers métropolitains devra s'opérer :

- au scrutin de liste à un tour ;
- sans adjonction ni suppression de noms et sans modification de l'ordre de présentation ;
- parmi les conseillers municipaux ;
- chaque liste devant respecter la parité (les listes de candidats sont composées alternativement de candidats de chaque sexe).

(NB : la liste des conseillers métropolitains et la liste des conseillers « supplémentaires » étant distinctes, chacune d'elle peut débiter par un candidat de même sexe).

Lors de ces élections municipales, les conseillers métropolitains ont été élus au suffrage universel direct, par fléchage, en respectant notamment la parité ainsi que les autres règles relatives à la composition des listes électorales. En application des dispositions de l'article L.5219-9-1 du CGCT, ces conseillers métropolitains élus sont membres de droit des conseils territoriaux.

Les conseillers de territoire, non conseillers métropolitains, sont élus par le Conseil municipal parmi ses membres au scrutin de liste à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne.

La liste des candidats doit comporter un nombre de candidat égal au nombre de sièges à pourvoir, tel que défini par l'arrêté interpréfectoral du 14 octobre 2019, augmenté d'un candidat supplémentaire conformément à l'article L.273-9 du Code électoral. Le nombre de conseillers territoriaux est déterminé au regard des chiffres de la population arrêtés par l'INSEE au 1^{er} janvier 2020. La commune de Noisy-le-Sec avec 44 136 habitants doit ainsi élire sept conseillers territoriaux supplémentaires, en plus du conseiller métropolitain qui est de droit conseiller de territoire.

DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.5219-9-1, L.5211-6-1 et suivants,

Considérant que les conseillers métropolitains sont élus au suffrage universel direct, en même temps que les conseillers municipaux, par le système dit du fléchage,

Considérant que la liste arrivée en tête à l'élection municipale a emporté le siège de conseiller métropolitain alloué à la ville de Noisy-le-Sec,

Considérant que le conseiller métropolitain élu est conseiller territorial de droit,

Considérant que le Conseil municipal doit en conséquence élire 7 Conseillers de territoire supplémentaires au scrutin de liste à un tour, sans adjonction ni suppression de noms et sans modification de l'ordre de présentation, chaque liste étant composée alternativement d'un candidat de chaque sexe,

Considérant que le Maire ayant invité les listes à se faire connaître, 2 listes ont été déclarées :

| | LISTE A | LISTE B |
|---|-----------------------|---------------------|
| 1 | Samia Sehouane | Laurent Rivoire |
| 2 | Bruno Martinez | Souad Terki |
| 3 | Monique Gascoin | Karim Hamrani |
| 4 | Patrick Lascoux | Dref Mendaci |
| 5 | Françoise Célati | Jennifer Jobard |
| 6 | Jean-Luc Le Corroller | Thomas Franceschini |
| 7 | Charlotte Le Provost | Thomas Franceschini |

Considérant le procès-verbal de l'élection,

PROCLAME

Article 1er :

Sont élus conseillers territoriaux supplémentaires dans l'ordre suivant :

- 1 –Samia Sehouane
- 2 - Bruno Martinez
- 3- Monique Gascoin
- 4 - Patrick Lascoux
- 5 - Françoise Célati
- 6 - Jean-Luc Le Corroller
- 7 – Laurent Rivoire

Article 2 :

Le Conseiller territorial de droit est :
- Olivier Sarrebeyrouse

Article final :

Conformément aux articles L.248 et R.119 du Code électoral, la présente élection peut faire l'objet d'un recours au plus tard à dix-huit heures le cinquième jour qui suit l'élection à la Sous-préfecture ou à la Préfecture ou directement auprès du Tribunal administratif de Montreuil domicilié 7 rue Catherine Puig à Montreuil, dans le même délai. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr

7- DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES ASSEMBLÉES

DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DE LA VILLE AU SEIN DE LA SEM NOISY-LE-SEC HABITAT

Rapporteur : Le Maire

- L'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales dispose que :

« Toute collectivité territoriale ou groupement de collectivités territoriales actionnaire a droit au moins à un représentant au Conseil d'administration ou au Conseil de surveillance, désigné en son sein par l'assemblée délibérante concernée.

Dans une proportion au plus égale à celle du capital détenu par l'ensemble des collectivités territoriales ou de leurs groupements actionnaires par rapport au capital de la société, les statuts fixent le nombre de sièges dont ils disposent au Conseil d'administration ou de surveillance, ce nombre étant éventuellement arrondi à l'unité supérieure. Les sièges sont attribués en proportion du capital détenu respectivement par chaque collectivité ou groupement ».

L'article 13 des statuts de la Société d'économie mixte de la ville de Noisy-le-Sec (Noisy-le-Sec Habitat) a fixé le nombre de sièges au sein de son **Conseil d'administration** à douze, dont huit pour la ville.

L'article 25 des statuts prévoit par ailleurs que les collectivités actionnaires de la SEM sont représentés aux **Assemblées Générales** par un délégué ayant reçu pouvoir à cet effet dans les conditions fixées par la législation en vigueur.

Aussi, il est donc demandé au Conseil municipal de procéder à la désignation des postes à pourvoir.

En application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales, le vote aura lieu à bulletin secret, sauf décision contraire unanime du Conseil municipal, et au scrutin majoritaire.

Par ailleurs, l'article 16 des statuts de Noisy-le-Sec Habitat prévoit que *« la Présidence du Conseil d'administration ne peut être assurée que par la collectivité locale. Celle-ci agit par l'intermédiaire d'un de ses représentants, autorisé à occuper cette fonction par décision du Conseil municipal de Noisy-le-Sec ».*

En outre, deux postes de **Vice-Président** sont à pourvoir au sein du Conseil d'administration de la SEM.

Aussi, il est demandé au Conseil municipal :

- d'autoriser Monsieur le Maire, à briguer la Présidence du Conseil d'administration de Noisy-le-Sec Habitat ;
- d'autoriser Madame/Monsieur et Madame/Monsieur à briguer les deux postes de **Vice-Président**.

Il est précisé que pour favoriser une information complète et transparente des assemblées locales, l'article L. 1524-5 du CGCT pose le principe selon lequel la rémunération ou les avantages particuliers accordés par les SEML aux élus mandataires de ces collectivités sont soumis à l'accord préalable des assemblées délibérantes qui les ont désignés.

Il est donc proposé au Conseil municipal d'autoriser le versement par la SEM Noisy-le-Sec Habitat d'une rémunération mensuelle maximale comme suit :

- Président du Conseil d'administration : 0 % de l'indice brut 1015 ;
- Vice-Président du Conseil d'administration : 0 % de l'indice brut 1015 de l'échelle indiciaire de la Fonction Publique.

DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la SEM Noisy-le-Sec Habitat,

Vu la séance du 3 juillet 2020 portant installation du Conseil municipal,

Considérant les 2 listes de représentants de la Commune proposées au cours de la séance :

| Liste A | Liste B |
|---------|---------|
| | |
| | |
| | |
| | |

DELIBÈRE

Article 1:

Ont obtenu : Liste A : X voix
Liste B : X voix

Le Conseil municipal désigne les membres suivants en qualité d'administrateurs de la SEM Noisy-le-Sec Habitat :

- 1 -
- 2 -
- 3 -
- 4 -
- 5 -
- 6 -
- 7 -
- 8 -

Article 2 :

Le Conseil municipal désigne comme délégué de la ville au sein de l'Assemblée Générale de la SEM Noisy-le-Sec Habitat :

Article 3 :

Autorise Monsieur le Maire, à briguer la Présidence du Conseil d'administration de Noisy-le-Sec Habitat et la fonction de Président Directeur Général de la SEM.

Article 4 :

Autorise Mesdames X et X à briguer les deux postes de **Vice-Président** à créer au sein du Conseil d'administration de Noisy-le-Sec Habitat.

Article 5 :

Autorise le versement par la SEM d'une rémunération mensuelle maximale pour les postes de Président et de Vice-Président, comme suit :

- Président du Conseil d'administration : 0 % de l'indice brut 1015 ;
- Vice-Président du Conseil d'administration : 0 % de l'indice brut 1015 de l'échelle indiciaire de la Fonction Publique.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

LA DELIBERATION N'A PAS ETE PRESENTEE AU VOTE

8 - DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES ASSEMBLÉES

DÉLÉGATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE DANS LE CADRE DE L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Rapporteur : Le Maire

Conformément à l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil municipal peut déléguer au Maire un certain nombre d'attributions qui relèvent normalement de sa compétence.

Cette délégation a pour finalité de simplifier et d'accélérer la gestion des affaires de la Commune en allégeant les procédures d'édications de normes.

Le projet de délibération joint au présent ordre du jour précise l'étendue et les limites des compétences déléguées au Maire.

Il convient de souligner qu'aux termes de l'article L.2122-23 du même code :

« Les décisions prises par le Maire en vertu de l'article L.2122-22 sont soumises aux mêmes règles que celles qui sont applicables aux délibérations des conseils municipaux portant sur les mêmes objets.

Sauf disposition contraire dans la délibération portant délégation, les décisions prises en application de celle-ci peuvent être signées par un adjoint ou un conseiller municipal agissant par délégation du Maire dans les conditions fixées à l'article L. 2122-18. Sauf disposition contraire dans la délibération, les décisions relatives aux matières ayant fait l'objet de la délégation sont prises, en cas d'empêchement du Maire, par le Conseil municipal.

Le Maire doit rendre compte à chacune des réunions obligatoires du Conseil municipal.

Le Conseil municipal peut toujours mettre fin à la délégation. »

Par ailleurs, en vertu de l'article L.2122-19, ces compétences peuvent faire l'objet d'une délégation de signature aux membres de la direction générale des services et aux responsables de services communaux.

Ainsi, il est demandé au Conseil municipal d'accorder des attributions au Maire et de lui permettre de déléguer sa signature dans les domaines concernés aux adjoints au Maire et conseiller municipaux délégués ainsi qu'à certains membres de l'administration communale.

DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23,

Considérant qu'il y a intérêt en vue de faciliter la bonne marche de l'administration communale et de garantir la continuité de l'activité, à donner à Monsieur le Maire les délégations prévues par l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales,

DÉLIBÈRE

Article 1 :

Monsieur le Maire est chargé par délégation du Conseil municipal et pour la durée de son mandat de prendre les décisions à l'effet :

1° D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et de procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales ;

2° De fixer, dans les limites déterminées par le conseil municipal, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal, ces droits et tarifs pouvant, le cas échéant, faire l'objet de modulations résultant de l'utilisation de procédures dématérialisées.

2° De procéder à la réalisation, dans la limite de l'autorisation budgétaire annuelle, des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L.1618-2 et à l'article L.2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;

3° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

4° De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

5° De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

6° De créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

7° De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

8° D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

9° De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;

10° De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts ;

11° De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la Commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;

12° De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;

13° De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

14° D'exercer, au nom de la Commune, les droits de préemption définis par le Code de l'urbanisme, que la Commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L.213-3 de ce même Code conformément aux conditions fixées par le Conseil municipal dans les délibérations ayant institué ce droit

15° D'intenter au nom de la Commune les actions en justice ou de défendre la Commune dans les actions intentées contre elle.

Cette délégation est générale pour tous les litiges portés devant tous les ordres des juridictions civiles, pénales, administratives, que la Commune soit demanderesse, défenderesse ou partie civile à l'instance ;

16° De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite de 20 000€ ;

17° De donner, en application de l'article L.324-1 du Code de l'urbanisme, l'avis de la Commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;

18° De signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L.311-4 du Code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L.332-11-2 du même Code précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;

19° De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par le Conseil municipal ;

20° D'exercer, au nom de la Commune et dans les conditions fixées par le Conseil municipal, le droit de préemption défini par l'article L.214-1 du code de l'urbanisme ;

21° D'exercer au nom de la Commune le droit de priorité défini aux articles L.240-1 à L.240 -3 du code de l'urbanisme.

22° De prendre les décisions mentionnées aux articles L.523-4 et L.523-5 du Code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagements ou de travaux sur le territoire de la Commune.

23° D'autoriser, au nom de la Commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre.

Article 2 :

Conformément à l'article L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales, les décisions prises en application de ces délégations pourront être signées par les adjoints au Maire ou les conseillers municipaux agissant dans les conditions fixées à l'article L.2122-18 du même Code. Les décisions relatives aux matières ayant fait l'objet de la délégation sont prises, en cas d'empêchement du Maire, par l'élu assurant le remplacement du Maire en vertu de l'article L.2122-17 du même Code.

Article 3 :

Ces attributions pourront faire l'objet d'une subdélégation aux membres de la Direction générale et aux responsables de services communaux conformément à l'article L.2122-19 du Code général des collectivités territoriales.

Article 4 :

Le Conseil municipal sera tenu informé des décisions adoptées par le Maire dans le cadre de la délégation, dans les conditions prévues à l'article L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

LA DELIBERATION EST VOTEE A L'UNANIMITE

9 - DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES ASSEMBLÉES

DÉLÉGATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE EN MATIÈRE DE DETTE ET TRÉSORERIE DANS LE CADRE DE L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Rapporteur : Corinne Bord

Conformément à l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales, et dans le cadre de la délégation de pouvoir accordée au Maire par la délibération n°2020/07-10, le Conseil municipal est amené à préciser les limites et les conditions des actes financiers pris pour :

1 - La réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus au budget (dans la limite de l'autorisation budgétaire annuelle).

2 – Les ouvertures de crédit de trésorerie, dans la double limite de 12 mois pour un montant maximum de 10 000 000 Euros.

3 – Les opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change.

Ces opérations comprennent un ensemble de contrats au bénéfice de la Commune, relatifs à des instruments bancaires et financiers, rémunérés par des primes ou commissions pour un montant maximum de :

*pour les primes, 5 % de l'encours visé par l'opération,

*pour les commissions, 4,5 % du montant de l'opération envisagée, pendant toute la durée de celle-ci.

4 - Les placements de trésorerie dérogatoires à l'obligation de dépôt auprès de l'Etat conformément aux articles L. 1618-2 et L. 2221-5-1 du Code général des collectivités territoriales.

Cette habilitation procurera la réactivité et la souplesse nécessaire à la gestion des finances locales en adéquation avec le nouveau cadre réglementaire.

Il est demandé au Conseil municipal d'accorder cette habilitation dans les conditions définies dans le projet de délibération joint à l'ordre du jour de la réunion du Conseil municipal du 3 juillet 2020.

DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 2122-22, L. 2122-23, L.1618-1, L.1618-2 et R.1618-1,

Vu la délibération n°2020/03-01 en date du 27 mars 2020 portant délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L.2122-22 alinéas 3 et 20 du Code général des collectivités territoriales,

Considérant les besoins courants de fonctionnement de l'administration communale ainsi que la réactivité et la souplesse nécessaire à la gestion des finances locales,

DÉLIBÈRE

Article 1 : Emprunts

Donne délégation au Maire pour procéder, pendant toute la durée de son mandat, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget et de passer à cet effet les actes nécessaires.

Les emprunts pourront être :

- à court, moyen ou long terme, et éventuellement sous forme obligataire ;
- libellés en euro ou en devise ;
- avec possibilité d'un différé d'amortissement et/ou d'intérêts ;
- au taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable), à un taux effectif global (TEG) compatible avec les dispositions légales et réglementaires applicables en cette matière.

En outre, le contrat de prêt pourra comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-après :

- des droits de tirages échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par mise en place de tranches d'amortissement ;
- la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt ;
- la faculté de modifier la devise ;
- la possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt ;
- la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.

Par ailleurs, le Maire pourra, à son initiative, exercer les options prévues par le contrat de prêt et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessus.

Article 2 : Ouvertures de crédit de trésorerie

Donne délégation au Maire pour procéder, pendant toute la durée de son mandat, dans les limites fixées ci-après, à la souscription d'ouvertures de crédit de trésorerie et de passer à cet effet les actes nécessaires.

Ces ouvertures de crédit seront d'une durée maximale de 12 mois pour le Maire dans la limite d'un montant annuel de 10 millions d'euros, à un taux effectif global (TEG) compatible avec les dispositions légales et réglementaires applicables en cette matière et comporteront un ou plusieurs index parmi les index suivants – EONIA, T4M, EURIBOR – ou un TAUX FIXE.

Article 3 : Opérations financières utiles à la gestion des emprunts

Donne délégation au Maire, pendant toute la durée de son mandat et dans les conditions et limites ci-après définies, de réaliser les opérations financières utiles à la gestion des emprunts et de passer à cet effet les actes nécessaires.

Au titre de la délégation, le Maire pourra :

- procéder au remboursement anticipé des emprunts en cours, avec ou sans indemnité compensatrice selon les termes convenus avec l'établissement prêteur, et contracter éventuellement tout contrat de prêt de substitution pour refinancer les capitaux restant dus et, le cas échéant, les indemnités compensatrices, dans les conditions et limites fixées à l'article 1 ;
- plus généralement décider de toutes opérations financières utiles à la gestion des emprunts ;
- procéder à des opérations de couverture des risques de taux et de change permettant une amélioration de la gestion des emprunts.

- Ces opérations comprennent notamment la conclusion de contrats :

- *d'échange de taux d'intérêt (swap),
- *d'échange de devises,
- *d'accord de taux futur (FRA),
- *de garanties de taux plafond (CAP),
- *de garantie de taux plancher (FLOOR),
- *de garantie de taux plafond et de taux plancher (COLLAR),
- *de terme contre terme (FORWARD/FORWARD),
- *d'options sur taux d'intérêt,
- *et de toutes opérations de marché (opérations de marché dérivées et opérations structurées).

- Les opérations de couverture des risques de taux et de change devront toujours être adossées à des emprunts réalisés ou à réaliser.

La durée des contrats de couverture des risques de taux et de change ne pourra excéder la durée résiduelle des emprunts auxquels ils sont adossés.

Le montant des contrats de couverture des risques de taux et de change ne pourra excéder le capital restant dû des emprunts auxquels ils sont adossés.

- Les index de référence pourront être :

- *le T4M,
- *le TAM,

*l'EONIA,
*le TMO,
*le TME,
*l'EURIBOR,
*ou tout autre taux parmi ceux communément utilisés sur les marchés concernés.

- Des primes ou des commissions pourront être versées aux contreparties ou aux intermédiaires financiers pour un montant maximum de :
 - *5 % de l'encours visé par l'opération pour les primes,
 - *4.5 % du montant de l'opération envisagée pour les commissions, pendant toute la durée de celle-ci,
- Pour l'exécution de ces opérations de couverture des risques de taux et de change, il est procédé à la mise en concurrence d'au moins deux établissements spécialisés.

En conséquence, le Maire est autorisé à :

- lancer des consultations auprès de plusieurs établissements financiers dont la compétence est reconnue pour ce type d'opérations ;
- retenir les meilleures offres au regard des possibilités que présente le marché à un instant donné, du gain financier espéré et des primes et commissions à verser,
- passer les ordres pour effectuer l'opération arrêtée ;
- le cas échéant, résilier l'opération arrêtée ;
- signer les contrats de couverture des risques de taux et de change répondant aux conditions de la délégation.

Article 4 : Dérogation à l'obligation de dépôt des fonds auprès de l'Etat : Opérations de placement

Dit que le Maire pourra, pour la durée de son mandat, prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et en ce qui concerne les régies sans personnalité morale dans les conditions du a) de l'article 2221-5-1 du Code général des collectivités territoriales sous réserve des dispositions du c) de ce même article et passer à cet effet les actes nécessaires.

La décision prise dans le cadre de la délégation comportera notamment :

- l'origine des fonds ;
- le montant à placer ;
- la nature du produit souscrit ;
- la durée ou l'échéance maximale du placement.

Le Maire pourra conclure tout avenant destiné à modifier les mentions ci- dessus et pourra procéder au renouvellement ou à la réalisation du placement.

Article 5 :

Dit que le Maire informera le Conseil municipal des opérations réalisées dans le cadre des délégations reçues ainsi qu'il est prévu à l'article L. 2122-23 du Code général des collectivités territoriales.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

LA DELIBERATION EST VOTEE A L'UNANIMITE

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21H17

| Le Secrétaire de séance | Le Président de séance |
|---------------------------|--------------------------------|
| Monsieur Albert PRISSETTE | Monsieur Olivier SARRABEYROUSE |